

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 11/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09 février 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE Solutions)**

1 avenue du Maréchal Juin - 78000 Versailles

pour le site SAIC PARLY II 2, rue Cimarosa 78150 Le Chesnay-Rocquencourt.

Code AIOT : 0006503218

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 février 2023 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE Solutions) implanté SAIC PARLY II 2, rue Cimarosa 78150 Le Chesnay-Rocquencourt.

L'inspection a été annoncée le 03 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection avait notamment pour objectif de vérifier la prise en compte des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 décembre 2020.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE Solutions)
- Chaufferie Résidence Parly II - Le Chesnay SAIC PARLY II 2 rue Cimarosa 78150 Le Chesnay-Rocquencourt
- Code AIOT : 0006503218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de la société ENGIE ENERGIE SERVICES (ENGIE Solutions) consiste à produire de la chaleur à destination de consommateurs via un réseau de canalisations et de sous-stations. Ce réseau alimente environ 7500 logements en chauffage et en eau chaude sanitaire.

Sept personnes sont présentes sur site. Hors période de présence, la chaufferie fonctionne en autocontrôle avec appel au personnel d'astreinte en cas d'anomalie de fonctionnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels
- Risques chroniques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 2.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 6.2 et 8.2.3	Suite inspection du 10 septembre 2020 : non conformité	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 7.6	Suite inspection du 10 septembre 2020 : Mise en demeure du 24 décembre 2020	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 3.2.4	Suite inspection du 10 septembre 2020 : non conformité	Sans objet
4	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 5.2	/	Sans objet
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 6.4	/	Sans objet
7	Protection eaux et milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 4.3.8	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement apparaît comme géré de façon rigoureuse et attentive à la prise en compte des remarques de l'inspection.

La mise en demeure du 24 décembre 2020, ayant fait l'objet de réponses techniques satisfaisantes, cette mise en demeure est considérée comme ayant été suivie d'effets.

L'inspection a noté les éléments administratifs permettant la mise en place de la gestion des périodes dites OTNOC (pour « other than normal operating conditions ») ; l'exploitant a indiqué que celle-ci devait être mise en œuvre en pratique sur site au mois de mars 2023.  
Le suivi de cette action devra être rapporté à l'inspection avec les documents justificatifs adéquats.

#### **2-4) Fiches de constats**

<b>N° 1 : Prévention des risques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation en combustible
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Suite inspection du 10 septembre 2020
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés.  Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li> <li>– à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p>Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.  Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. »</p> <p><b>Suite inspection du 10 septembre 2020 :</b></p> <p>Constats et justificatifs éventuels de l'exploitant suite à l'inspection :</p> <p>L'exploitant a précisé que le système de coupure de l'alimentation en gaz est situé dans le poste de livraison GRT-GAZ. Ce local est accessible uniquement aux personnes de la société GRT-GAZ ainsi qu'aux personnes en charge de la maintenance de la chaufferie.  L'exploitant a expliqué que le système principal de coupure n'était pas situé à l'extérieur afin d'éviter tout acte de malveillance.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le système de coupure n'est pas situé l'extérieur des bâtiments ;</li> <li>– le système de coupure est assurée par une seule vanne.</li> </ul> <p>D'après les éléments recueillis lors de l'inspection la vanne présente est asservie au système de détection de gaz.</p> <p>Il a également été constaté la présence en extérieur du poste de livraison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'une signalétique indiquant les dangers associés à la présence du poste de gaz ;</li> </ul> <p>En ce qui concerne la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz), l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier la réalisation du test sur l'ensemble de la chaîne de coupure (voir fiche n° 6).</p> <p>Au regard des constats des effectuées, il est apparu l'absence d'un dispositif extérieur pour couper l'arrivée en combustible, ainsi que l'absence de redondance des vannes de coupure. Ces deux point constituent une non-conformité.</p> <p>De plus l'inspection s'interroge sur la présence de dispositifs d'asservissement dans un local appartenant à un autre exploitant. L'inspection s'interroge également sur les modalités d'intervention et les actions mises en place en cas d'anomalie ainsi que sur la présence de dispositifs d'alerte en cas de fuite dans le local de livraison appartenant à la société GRT-GAZ.</p> <p><b>Arrêté de mise en demeure du 24 décembre 2020 - Article 1er :</b></p> <p>La société ENGIE ÉNERGIE SERVICES, exploitant des installations de combustion situées sur la commune du Chesnay-Rocquencourt (78150) – 2 rue Cimarosa sous l'enseigne ENGIE Solutions, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral de</p>

prescriptions complémentaires n°2012027-0009 du 27 janvier 2012 susvisé :

- en fournissant dans le délai de six mois à compter de la notification de la présente décision, une justification de la validation des travaux (méthodologie, plan, planning, bon de commande) ;

en réalisant les travaux de mise en conformité dans le délai de neuf mois, à compter de la notification de la présente décision..

**Observation**

En outre, l'exploitant doit établir une convention avec la société GRT-GAZ sur les modalités d'intervention en cas d'anomalie dans le local de livraison.

**Constats :**

Lors de la visite l'équipe d'inspection a constaté que :

Les éléments de sécurité en lien avec le réseau de distribution du gaz était jusqu'aux travaux réalisés en août 2021, à l'intérieur du poste de GRT gaz, inclus dans le site, mais accessibles aux seuls personnels de GRT Gaz. L'équipe d'inspection a constaté que tous ces équipements ont été démantelés dans le poste GRT gaz et relocalisés à l'extérieur du bâtiment d'exploitation, désormais accessible aux opérateurs de l'exploitant.

Par ailleurs, ce sont dorénavant deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz sortant du poste GRT Gaz, et asservies chacune à des capteurs de gaz et un pressostat, ainsi qu'un dispositif de coupure manuelle qui assurent la sécurité du site en cas d'évènement nécessitant l'arrêt de l'alimentation en gaz.

Ces travaux ont été réalisés en août 2021 au moment de l'arrêt de la chaufferie, conformément aux délais prévus par l'arrêté de mise en demeure du 24 décembre 2020.

L'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 décembre 2020 est donc considéré comme respecté par l'inspection.

En complément, l'exploitant produit le devis n° 20896 du 7 février 2023 pour le nouveau contrat de maintenance adressé à la société CAE détection. Il précise par ailleurs, que les sept agents susceptibles d'intervenir sur les éléments techniques du site ont été formés à la manipulation de la vanne manuelle.

**Conclusion :** Par le présent rapport, l'inspection acte la mise en conformité du site au regard des prescriptions réglementaires rappelées par l'arrêté de mise en demeure du 24 décembre 2020.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 2 : Niveaux acoustiques</b>		
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 6.2 et 8.2.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Suite inspection du 10 septembre 2020		
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.2 : Niveaux acoustiques « Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée »		
<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</i>	<i>6 dB(A)</i>	<i>4 dB(A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB(A)</i>	<i>5 dB(A)</i>	<i>3 dB(A)</i>
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
<i>Niveau sonore en limite de propriété</i>	<i>Période de jour Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>Période de nuit Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</i>
	<i>70 dB(A)</i>	<i>60 dB(A)</i>
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
Article 8.2.3. :Auto surveillance des niveaux sonores « Une mesure de la situation acoustique en limite de site et dans les zones à émergences réglementées est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées »		
<b>Suite inspection du 10 septembre 2020 :</b> Constats et justificatifs éventuels de l'exploitant suite à l'inspection : L'exploitant a présenté le dernier contrôle des émissions sonore réalisé le 20 novembre 2018 par la société APAVE SAS. A la lecture du rapport de contrôle n°18.530.LSO.11831.N.R01-Rev00, l'inspection note la présence d'une non-conformité. Cette dernière concerne la valeur de l'émergence au point 2, située au nord-est du site La valeur mesurée sur la période nocturne était de 5,5 dB(A) pour une valeur autorisée de 3 dB(A). Concernant cette non-conformité l'exploitant a présenté un courriel en date de 24 juillet 2020 demandant à la société APAVE la réalisation d'une étude acoustique. Suites proposées : Non-conformité L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires afin de respecter les valeurs d'émergence lors des périodes nocturnes. En outre l'exploitant doit transmettre l'étude acoustique, dès réception.		
<b>Constats :</b> L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le plan de gestion des émissions sonores du site .</li> <li>- le rapport acoustique n° 9553135-1-1 réalisé par le Bureau Veritas Exploitation d'OSNY, les 27 juillet et 4 décembre 2020, qui déclare conformes tous les résultats des 4 points de mesures des émergences sonores diurnes et nocturnes sauf un, qualifié de « non applicable » :</li> </ul> Ce dernier, enregistré de jour se situe en limite de propriété et serait confronté, eu égard aux		

justifications détaillées par le bureau de contrôle, à un bruit ambiant supérieur aux émissions sonores générées par l'installation. Ainsi le bureau de contrôle explique que les activités alentours ne permettent pas une mesure exploitable .

L'exploitant précise qu'il n'a pas connaissance de plaintes en lien avec les nuisances sonores potentielles de l'installation.

**Conclusion :**

L'exploitant doit pouvoir justifier que la non-conformité de ce point de mesure est bien liée à l'évolution de l'environnement et doit proposer le cas échéant, un nouveau point de mesure en lien avec la ZER sud du site.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** 3 mois



<b>N° 3 : Rejets atmosphériques</b>																										
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 3.2.4																										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE concentrations dans rejets																										
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Suite inspection du 10 septembre 2020																										
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O: précisée dans le tableau ci-dessous ;																										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Concentrations en mg/Nm<sup>3</sup></th><th>G2, G4 et G5</th><th>T1</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Concentration en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> de référence</td><td>3%</td><td>15%</td></tr> <tr> <td>Combustible</td><td>GN</td><td>GN</td></tr> <tr> <td>SO<sub>2</sub></td><td>10</td><td>10</td></tr> <tr> <td>NOx</td><td>100 <sup>(1)</sup></td><td>50</td></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>5</td><td>5</td></tr> <tr> <td>CO</td><td>50</td><td>85</td></tr> <tr> <td>COV</td><td>50</td><td>/</td></tr> </tbody> </table>			Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	G2, G4 et G5	T1	Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	3%	15%	Combustible	GN	GN	SO <sub>2</sub>	10	10	NOx	100 <sup>(1)</sup>	50	Poussières	5	5	CO	50	85	COV	50	/
Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	G2, G4 et G5	T1																								
Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	3%	15%																								
Combustible	GN	GN																								
SO <sub>2</sub>	10	10																								
NOx	100 <sup>(1)</sup>	50																								
Poussières	5	5																								
CO	50	85																								
COV	50	/																								
<b>Suite inspection du 10 septembre 2020 :</b>  <b>Rappel des constats du 10 septembre 2020 :</b> L'exploitant a présenté le dernier contrôle des émissions atmosphériques réalisé fin octobre 2019 pour la chaufferie et fin novembre 2019 pour la cogénération. Le rapport n°19 507 LSO 23104 00 N-R01-Rév0 de la société APAVE indique que la valeur mesurée en mg/Nm3 est de 151 pour le G n°5 au lieu de 100 comme préciser dans le tableau ci-dessus.  Concernant cette non-conformité l'exploitant a expliqué que ce générateur n'était utilisé qu'en cas de secours et que son remplacement était prévu pour 2025 dans le cadre d'un investissement concernant la mise en place d'énergie renouvelable. Pour cette chaudière de secours, l'EX a demandé par courrier du 24/2/20 une actualisation des prescriptions pour la G5 qui fonctionne moins de 500 h par an (12h en 2017 ; 100h en 2018) Bien que le générateur n°5 fonctionne moins de 500 heures (secours), il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de respecter les limites d'émissions prescrites.																										
<b>Constats :</b>  <b>Contrôle inopiné Air 2022 :</b> Courrier du 2 janvier 2023, sur le dépassement en NOX sur GE n°5: « J'ai l'honneur de vous informer que j'ai examiné le rapport référencé : 15764366 / 1.1.2 R, version 1 et daté du 30 décembre 2022. Celui-ci est établi par le laboratoire BUREAU VERITAS Exploitation SAS. Suite à la réalisation de ce contrôle, intervenu les 5 et 6 décembre 2022, il a été constaté que les rejets en NOX dont la Valeur limite d'émission réglementaire est de 100mg/Nm3, ont été mesurés sur la chaudière n°5 à hauteur de 155 mg/Nm3 (exprimé en NO2 sur gaz sec à 3 % de O2).  Ainsi, pour la deuxième fois depuis 2019, l'inspection constate un dépassement des NOX de plus de 50 % dans les analyses des rejets atmosphériques liés à la chaudière n° 5, identifiée comme G n° 5. L'exploitant rappelle que celle-ci n'est quasiment pas utilisée, d'autant moins que sa mise en œuvre manuelle nécessite l'intervention de personnes formées, sollicitées à dessein sur le site. Celle-ci aurait fonctionné 4h en 2022, spécifiquement pour ce contrôle.																										

Veille de l'inspection, la copropriété a validé le remplacement des chaudières dont la G n°5 en 2024.

**Conclusion :**

L'exploitant a indiqué que la copropriété de la résidence Parly II, propriétaire de la chaufferie ENGIE Solutions, a validé le 8 février 2023, le remplacement en 2024 des chaudières existantes par des chaudières neuves et l'introduction d'énergie renouvelable pour la fourniture du chauffage et de l'eau chaude sanitaire sur l'installation.

Au vu d'une utilisation restreinte de la chaudière n° 5, (4 heures en 2022 pour le contrôle annuel et quelques heures par an sur les années précédentes) et des travaux à venir, l'inspection propose la mise en œuvre d'une période de transition jusqu'au 31 décembre 2024 pour contenir au strict nécessaire l'utilisation exceptionnelle de la chaudière n° 5, jusqu'à son remplacement courant 2024.

Ce délai est conditionné aux engagements suivants par l'exploitant :

- L'utilisation de la chaudière sera limitée aux contrôles réglementaires (4 heures par an), toutefois si celle-ci doit être mise en route pour des impératifs exceptionnels de continuité de service, l'exploitant s'engage à prévenir systématiquement par mail l'inspection aux adresses suivantes :

- \* [maguelone.restoux-cordes@developpement-durable.gouv.fr](mailto:maguelone.restoux-cordes@developpement-durable.gouv.fr) et

- \* [ud78.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud78.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr).

- En cas de mise en route exceptionnelle de la chaudière n° 5, l'exploitant devra fournir à l'inspection, le relevé des auto-contrôles quotidiens des émissions atmosphériques liés à la chaudière n° 5.

- Pour les modifications à venir de l'installation, en lien avec le remplacement planifié des chaudières et autres travaux concomitants, l'exploitant devra faire parvenir à l'inspection des installations classées un Porter à la connaissance en amont de l'échéance du 31 décembre 2024 , conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des déchets produits sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.

**Constats :**

L'exploitant présente le plan de gestion des déchets du site. L'exploitant produit également le registre des déchets sortants, dont la trame a été mise à jour le 21 décembre 2020.

L'exploitant précise être inscrit sur Track-déchets.

Par ailleurs, il est à noter des efforts de réduction des déchets : abandon de l'utilisation de bidons jetables de liquides consommables sur site, remplacés par des cuves, sur rétention, remplies par camion via la zone de dépotage qui ont été vues lors de la visite du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le plan de gestion des nuisances sonores en conformité à l'arrêté préfectoral du 3 août 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de gestion des périodes OTNOC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (dites OTNOC) sont définies comme :  - les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;  - les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;  - les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018.  L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.</p> <p>Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient au moins :  - une conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz);  - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes;  - une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire;  - une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. »</p> <p><b>Constats :</b>  L'exploitant produit le plan de gestion des périodes OTNOC du site.  Celui-ci qui décrit les « définitions et objectifs » est découpé en 3 phases :  -identifications des périodes OTNOC,  -Moyens de détection / mesures et  - Maintenance et estimations ou mesures des émissions.  Par ailleurs, il est porté à la connaissance de l'inspection, un devis daté du 31 janvier 2023, ainsi qu'un bon de commande adressé à la société Solutions Solstice pour la mise en place de la gestion des rejets atmosphériques comprenant la gestion des périodes OTNOC avec les actions suivantes :  - Mise à disposition des signaux dans la baie d'analyse  - Gestion de la consigne côté supervision et écriture de celle-ci dans la table d'échange de la baie d'analyse selon les adresses fournies par Solstice  - Gestion de la logique de fermeture du contact régime stabilisé pour la TAG (turbine à gaz)  L'intervention du prestataire est prévue pour le 3 mars 2023.</p> <p><b>Conclusion :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'intervention pour la mise en place des paramètres permettant la gestion des périodes OTNOC, ainsi que les premières mesures se référant à ce dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2012, article 4.3.8																																									
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur Limites d'Emission, eaux industrielles et eaux pluviales																																									
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																									
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal, les valeurs limites (moyenne journalière) ci-dessous définies :																																									
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Rejet n°1 (eaux industrielles) (mg/l)</th><th>Rejet n°2 (eaux pluviales) (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Indice hydrocarbures</td><td>5</td><td>5</td></tr> <tr> <td>Matières en suspension</td><td>100</td><td>30</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>200</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Cadmium et ses composés</td><td>0,2</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Plomb et ses composés</td><td>0,5</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Mercure et ses composés</td><td>0,05</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Nickel et ses composés</td><td>0,5</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Azote</td><td>10</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Phosphore</td><td>5</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Cuivre et ses composés</td><td>0,5</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Chrome et ses composés</td><td>0,5</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Sulfate</td><td>2000</td><td>/</td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Rejet n°1 (eaux industrielles) (mg/l)	Rejet n°2 (eaux pluviales) (mg/l)	Indice hydrocarbures	5	5	Matières en suspension	100	30	DCO	200	50	Cadmium et ses composés	0,2	/	Plomb et ses composés	0,5	/	Mercure et ses composés	0,05	/	Nickel et ses composés	0,5	/	Azote	10	/	Phosphore	5	/	Cuivre et ses composés	0,5	/	Chrome et ses composés	0,5	/	Sulfate	2000	/
Paramètres	Rejet n°1 (eaux industrielles) (mg/l)	Rejet n°2 (eaux pluviales) (mg/l)																																							
Indice hydrocarbures	5	5																																							
Matières en suspension	100	30																																							
DCO	200	50																																							
Cadmium et ses composés	0,2	/																																							
Plomb et ses composés	0,5	/																																							
Mercure et ses composés	0,05	/																																							
Nickel et ses composés	0,5	/																																							
Azote	10	/																																							
Phosphore	5	/																																							
Cuivre et ses composés	0,5	/																																							
Chrome et ses composés	0,5	/																																							
Sulfate	2000	/																																							
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit un rapport d'essais n°797621 9356044/1/3/1 sur les prélèvements d'eau de pluie et eau usée. Celui-ci est réalisé par le Bureau Véritas Exploitation d'OSNY en date du 1er décembre 2022. Pour les eaux pluviales, il semble que les valeurs limites indiquées en page 5 du document ne correspondent pas aux valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral ; cependant les résultats sont conformes à ces dernières. Pour les eaux usées et industrielles, qui sont mélangées avec les eaux usées à la suite d'un prétraitement en bassin décanteur, hormis le nickel, le cuivre, le chrome et le sulfate qui sont exactes, les valeurs prises pour référence ne correspondent pas aux valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral, cependant les résultats sont conformes à ces dernières.																																									
<b>Conclusion :</b> Bien que les résultats d'analyse soient conformes aux attentes réglementaires en termes d'émissions dans les rejets eau, il conviendrait que les valeurs de référence pour ces rejets dans l'eau soient revues et corrigées dans les documents d'analyse rédigés par l'organisme de contrôle et vérifiées par l'exploitant pour concorder avec les valeurs limites d'émission réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral du 27/01/2012.																																									
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																																									
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																																									